



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 187 – 23 JANVIER 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**NIGERIA : LE
PROCUREUR
GENERAL
SUSPEND SES
POURSUITES A
L'EGARD DE
MTN POUR 2
Mds USD
D'ARRIERES
D'IMPOTS**

**LEGERE
DEGRADATION DES
PERSPECTIVES DE
CROISSANCE EN
2020 SELON LA
BANQUE MONDIALE**

**TANZANIE :
SUBVENTION DE 112
MUSD DU
PARTENARIAT MONDIAL
POUR L'EDUCATION
(PME) EN FAVEUR DE
L'EDUCATION**

**LIBERIA : CEREMONIE
DE SIGNATURE DU
PROJET DE RECHERCHE
AGRICOLE POUR LA
SECURITE ALIMENTAIRE
DE LA FAO**

**TANZANIE : PLUS
DE 2,4 Mds USD
DE RECETTES
TOURISTIQUES EN
2019**

**SENEGAL : CHAMP
PETROLIER DE
SANGOMAR : LA
PHASE 1 EST
LANCEE**

**CAMEROUN : LE
SUEDOIS ERICSSON
SPONSORISE
L'INCUBATION
INTERNATIONALE DE
TROIS PROJETS
INNOVANTS
CAMEROUNAIS**

**GAMBIE :
LANCEMENT D'UN
PROJET DE 26,8 M
USD DE LUTTE
CONTRE LA PAUVRETE
FINANCE PAR LA BID**

**MAURITANIE : LA
BANQUE POPULAIRE
DE MAURITANIE
(BPM) LANCE LA
PREMIERE SOLUTION
DE MOBILE BANKING**



ACTUALITE REGIONALE

▼ Signature d'un protocole d'accord entre l'EACREEE et l'IRENA pour accélérer le développement des énergies renouvelables dans la CAE.

Le protocole d'accord signé entre le Centre d'Excellence d'Afrique de l'Est pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique (EACREEE) et l'Agence Internationale des Énergies Renouvelables (IRENA) vise à accélérer le déploiement des énergies renouvelables au sein de la CAE. Par la signature de cet accord, l'IRENA et l'EACREEE s'engagent à partager de l'information, à mener des activités conjointes de renforcement des capacités dans le cadre de l'Africa Clean Energy Corridor (ACEC), à établir des programmes conjoints et à promouvoir des plateformes pour faciliter l'accès à des financements durables. L'ACEC est une initiative visant à accroître les énergies renouvelables en l'Afrique de l'Est et Australe, notamment par une évaluation des ressources d'énergie renouvelable et de zonage, la planification nationale et régionale, le renforcement des capacités et la sensibilisation du public.

✉ adrien.hartemann@dgtresor.gouv.fr

▼ Les perspectives de la Banque mondiale sur l'économie mondiale en 2020

Les pays d'Afrique de l'Ouest enregistrent des croissances parmi les plus dynamiques du continent. A l'exception du Libéria et du Nigéria, tous enregistrent une croissance supérieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne en 2019 (+2,4%). La Côte d'Ivoire (à 7,3%) – qui a bénéficié de cours du cacao favorable – se place même au 4^{ème} rang des croissances les plus élevées du monde. Les investissements dans de nouvelles capacités pétrolières et minières ont particulièrement stimulé l'activité au Ghana (+7%), en Guinée (+5,9%) et en Mauritanie (+6,4%). Avec 8 pays classés dans le top 20 mondial des croissances prévisionnelles les plus élevées, la CEDEAO devrait rester une force motrice du continent en 2020.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Sommet du G5 Sahel à Pau le 13 janvier 2020 : 220 soldats français supplémentaires pour Barkhane

Le Président français a réuni les chefs d'États africains du G5 Sahel le 13 janvier à Pau afin d'évoquer la situation sécuritaire de la région, et plus spécifiquement l'opération « Barkhane » menée par la France depuis 2014, qui y déploie 4 500 soldats. A l'issue de cette rencontre, i) l'engagement militaire de la France au Sahel a été renouvelé, ii) l'envoi de 220 soldats français supplémentaires a été annoncé, et iii) le président français et ses homologues africains ont convenu de mettre en place une « Coalition pour le Sahel » destinée à coordonner leur action. Un nouveau sommet réunissant les États du G5 Sahel et la France se tiendra en juin 2020 à Nouakchott.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **La BAfD alloue 1,2 M EUR pour former les décideurs politiques à l'augmentation des revenus miniers dans 5 pays ouest-africains**

En Afrique de l'Ouest, 5 pays seront bénéficiaires de formations au profit des décideurs politiques responsables du secteur extractif afin de les aider à améliorer la collecte de revenus miniers: la Guinée, le Libéria, le Niger, le Mali et la Sierra Leone. Ce projet de modélisation financière pour le secteur extractif (FIMES) sera mis en œuvre jusqu'en 2022 par le Centre africain des ressources naturelles (ANRC) de la Banque. Approuvé en décembre 2019, le don octroyé est le premier du genre au titre de la Facilité d'appui à la transition (Transitional support facility) de la BAfD.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Signature de plusieurs accords de financement pour le Burkina Faso, le Libéria, le Niger et le Togo à l'occasion de la semaine durable d'Abu Dhabi**

La semaine durable d'Abu Dhabi était organisée du 11 au 18 janvier dans la capitale émiratie. A cette occasion, le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement – le principal organisme national émirati d'aide au développement économique – a signé 4 accords de prêt destinés au financement de projets d'énergie renouvelable, d'un montant total de 38,5 M USD, avec les gouvernements du Burkina Faso (5,5 M USD), du Togo (15 M USD), du Niger (10 M USD) et du Libéria (8 M USD).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'Initiative de Lomé organisée les 17 et 18 janvier au Togo pour criminaliser le trafic de faux médicaments en Afrique**

Sept chefs d'Etats africains (Congo-Brazzaville, Gambie, Ghana, Niger, Ouganda, Sénégal et Togo) et plusieurs personnalités du monde médical – dont le directeur général de l'Organisation mondiale pour la Santé (OMS) – se sont réunis, les 17 et 18 janvier, pour signer l'Initiative de Lomé, un accord international criminalisant le trafic de faux médicaments. L'initiative était organisée par le gouvernement togolais en partenariat avec l'ONG indépendante « Fondation Brazzaville », basée à Londres. La rencontre visait à jeter les bases d'un engagement continental dans la lutte contre ce trafic qui tue plus de 900 000 personnes par an en Afrique.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Signature d'un partenariat entre le Cluster maritime d'Afrique francophone (CMAF) et le Cluster maritime français**

Une convention de partenariat entre le Cluster maritime d'Afrique francophone (CMAF) et le Cluster maritime français a été signée à l'Académie régionale des sciences et des techniques de la mer à Abidjan, en présence de l'Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, Gilles Huberson. Cette signature de partenariat vise à renforcer les actions et la proximité des deux organisations afin de défendre les intérêts des acteurs du secteur maritime auprès des pouvoirs publics. Pour rappel, le CMAF a été créé en janvier 2019 et est basé à Lomé (Togo). Il a pour objectif de promouvoir et défendre les activités conduites par les acteurs du secteur maritime de 21 pays d'Afrique francophone.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ La BAfD dévoile sa politique en matière d'opérations non souveraines

Le 13 janvier à Abidjan, la BAfD organisait un atelier pour exposer son approche du financement du secteur privé à des représentants gouvernementaux, du secteur privé et de la société civile. Cette nouvelle politique en matière d'opérations non souveraines fournit le cadre général et les modalités requises permettant à la Banque d'octroyer des prêts et de réaliser des investissements, sans garantie souveraine, aux entités privées et publiques qui respectent les conditions d'admissibilité spécifiques aux termes non concessionnels. Pour rappel, les prêts de la BAfD au secteur privé à des fins d'investissement sont passés d'environ 300 M USD au début des années 2010 à plus de 2 Mds USD aujourd'hui.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Légère dégradation des perspectives de croissance en 2020 selon la Banque mondiale

Les prévisions de croissance du PIB ont été légèrement revues à la baisse au Ghana (6,8%, -0,2 pdp par rapport aux estimations de juin 2019) et au Nigéria (2,1%, -0,1 pdp). Le gonflement de la dette publique expose le Ghana au risque de surendettement, mais les perspectives de croissance à moyen terme restent soutenues grâce en partie aux récentes réformes du secteur financier qui ont renforcé sa solidité. Au Nigéria, le revenu par habitant continuera à se contracter au détriment de la demande intérieure. Selon la Banque mondiale, les politiques gouvernementales ont eu tendance à renforcer l'incertitude et n'ont pas permis la réallocation des facteurs de production vers les secteurs les plus productifs.

✉ Paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Burkina Faso : Nomination d'un nouveau directeur des Douanes

Le nouveau Directeur général des douanes, l'inspecteur Élie Kalkoumdo, a pris ses fonctions le 7 janvier 2020 et remplace ainsi Adama Sawadogo, en poste depuis 5 ans et admis à la retraite. Titulaire d'une maîtrise en sciences économiques et de gestion, Elie Kalkoumdo est inspecteur des douanes depuis 1997, après deux années de formation à l'école nationale des douanes. Plusieurs fois chef de bureau des douanes dans des provinces et chef de brigade, Elie Kalkoumdo a aussi été directeur régional des douanes du Sud-Ouest de 2012 à 2014 et du Centre-Est de 2014 à 2017.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Principales mesures de l'annexe fiscale 2020

Entrée en vigueur le 2 janvier 2020, cette annexe fiscale (AF) introduit 29 nouvelles mesures (exonération, suspension, création de taxes, d'augmentation de taux d'imposition, etc.). Comme principales mesures, l'AF consacre l'exonération (sur 5 ans) des entreprises de transformation des produits agricoles en produits finis, (i) des taxes sur les opérations bancaires relatives aux prêts dédiés à l'installation de nouvelles unités de transformation, (ii) de la contribution des patentes et de l'impôt foncier. Pour soutenir le développement de l'industrie pharmaceutique, l'AF exonère de TVA les achats d'équipements, de matériels et d'outillages nécessaires à la réalisation des investissements pour la production de médicaments.

✉ koffisj@afd.fr

▼ Côte d'Ivoire : Ouverture par le Vietnam d'un Consulat en Côte d'Ivoire

Le Vietnam a ouvert un consulat en Côte d'Ivoire le 15 janvier 2020 et a nommé Anne Le Uyen Phuong Nguyen en tant que Consule honoraire. La Consule a été présentée lors d'une cérémonie officielle en présence de l'ambassadeur du Vietnam en Côte d'Ivoire (résidant au Maroc). Ces changements diplomatiques interviennent alors que la Vietnam, premier importateur mondial de noix de cajou, cherche à diversifier son approvisionnement en anacarde. Pour rappel, la Côte d'Ivoire représente à elle seule un tiers des importations de noix de cajou du Vietnam, dont elle est le premier producteur mondial.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : EDG : le syndicat suspend son mot d'ordre de grève**

Le collège syndical de l'EDG « Électricité De Guinée » a suspendu le 14 janvier 2020 le mot d'ordre de grève générale et illimitée qu'il avait prévu de déclencher à partir du 15 janvier 2020. Cette annonce est intervenue après la rencontre du syndicat avec le Ministre en charge de l'Énergie. Selon Ahmed Sissoko, Secrétaire général du collège syndical d'EDG, les raisons de cette suspension s'expliquent par les engagements pris par le ministre Cheick Taliby en faveur des revendications portées par le collège.

✉ Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Ghana : hausse des interventions de la Banque du Ghana en soutien au cedi au T1 2020**

La Banque du Ghana a augmenté de 60% le volume prévu de ventes de devises étrangères pour le T1 2020, afin de répondre à une augmentation de la demande. Les ventes de devises à terme s'élèveront à 80 M USD par mois au T1 2020 contre 50 M USD au T4 2019, avant de retrouver leur précédent niveau pour le reste de l'année. Introduites en octobre 2019 ces ventes visent à réduire les incertitudes quant à la disponibilité de devises étrangères. Elles devraient permettre d'atténuer la volatilité du cedi, qui s'est déprécié de 7,8% face au dollar sur une année glissante en octobre 2019 et de 7,3% face à l'euro sur la même période.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Éthiopie : Report des élections législatives au 16 août 2020

Alors qu'elles étaient initialement prévues pour mai 2020, la Commission électorale éthiopienne (NEBE) a annoncé que les élections législatives – qui maintiendront ou non le Premier ministre Abiy Ahmed au pouvoir – pourraient être reportées au 16 août 2020. Le mois d'août se trouvant en pleine saison des pluies où la mobilité est parfois difficile, des critiques ont été exprimées quant au choix de la date du scrutin. La date définitive des élections devrait être annoncée le 1er février 2020.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : ratification de la *Finance Bill*, la TVA passera de 5% à 7,5% début février

Le projet de loi vise à modifier certains aspects du système fiscal afin d'accroître les recettes de l'Etat et améliorer l'environnement des affaires. Il prévoit une hausse de la TVA de 5% à 7,5%, avec l'exonération de certains produits de base et des entreprises avec un chiffre d'affaire annuel < 25 M NGN (env. 70 000 USD). Ces dernières se voient aussi exonérées de l'impôt sur les sociétés, désormais fixé à un taux réduit de 20% pour les entreprises avec un C.A. compris entre 25 et 100 M NGN et à un taux de 30% pour les entreprises de taille supérieure. Au total, plus de 90 amendements sont prévus, avec une mise en œuvre effective de la hausse de la TVA au 1^{er} février 2020 selon la ministre des Finances.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le procureur général suspend ses poursuites à l'égard de MTN pour 2 Mds USD d'arriérés d'impôts

La compagnie sud-africaine, leader de la téléphonie mobile au Nigéria, a rendu publique une décision du procureur général de retirer sa lettre de mise en demeure concernant 2 Mds USD de taxes jugées impayées émise en 2018. Son PDG Rob Shuter a souligné que cette décision ouvrait la voie à une normalisation des relations entre sa compagnie et les autorités du pays. Pour autant, le géant sud-africain n'est pas tiré d'affaire puisque cette dernière a été remise aux services fiscaux (FIRS) et aux douanes. Pour rappel, MTN a fait son entrée à la Bourse nigériane en 2019 et constitue aujourd'hui la 2^{nde} capitalisation boursière du pays.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Soudan : Financement d'un projet de pompes solaires d'irrigation par la BAD

La BAD a approuvé une subvention de 21,7 MUSD au gouvernement du Soudan pour promouvoir l'adoption de pompes d'irrigation à énergie solaire dans le pays. Cette subvention vise à installer 1 170 pompes solaires dans les États du Kordofan occidental et du Nord Kordofan. Les fonds serviront également à la mise en place d'ateliers de maintenance et à la fourniture d'équipements pour la création d'un laboratoire d'essais qui permettra de délivrer des certifications et de la formation. Ce projet permettra notamment à la population rurale de réduire les coûts d'exploitation en réduisant la dépendance vis-à-vis du diesel.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Subvention de 112 MUSD du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) en faveur de l'éducation

Le 15 janvier 2020, le secrétaire permanent du Ministère des Finances et de la Planification, Doto James et l'Ambassadeur de Suède en Tanzanie, Anders Sjoberg ont signé un accord pour l'octroi d'une subvention de 112 MUSD du PME pour améliorer la qualité de l'enseignement pré-primaire et primaire. Cette subvention apporte des financements supplémentaires à deux projets en cours : le *Programme de développement du secteur de l'éducation (PDSE)* du gouvernement pour 2017-2021 (54,4 MUSD) et le Programme d'éducation pour les résultats (EPforR) de la Banque mondiale et du DFID (57,5MUSD). Pour rappel, le PME est un partenariat multipartite regroupant des pays en développement et des gouvernements donateurs, des organisations internationales, la société civile, des fondations et le secteur privé.

✉ Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Accord de promotion et de protection des investissements avec le Japon

L'Ambassadeur du Japon en Côte d'Ivoire et le ministre ivoirien des Affaires étrangères ont procédé à la signature d'un accord pour la promotion et la protection réciproque des investissements dans les deux pays le 13 janvier 2020. Selon les données du ministère ivoirien de l'Economie et des Finances, en 2017 les échanges commerciaux entre les deux pays s'élevaient à 127 Mds FCFA (environ 193 M EUR). Le 16 janvier, l'Ambassadeur du Japon a participé à la cérémonie de lancement de la construction du nouveau terminal céréalier d'Abidjan, d'un montant global de 60 Mds FCFA (91,6 M EUR) financé à hauteur de 58,3 Mds FCFA (89 M EUR) par un prêt du Japon via son agence de coopération internationale (JICA).

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : Lancement d'un projet de 26,8 M USD de lutte contre la pauvreté financé par la BID

Un projet de lutte contre la pauvreté et d'amélioration de la production des petits ruminants a été lancé, sous l'égide du ministère de l'Agriculture. Il est financé par un prêt de la BID à hauteur de 25,2 M USD et durera 4 ans. Il ciblera les communautés rurales et périurbaines et s'efforcera de créer des opportunités d'emploi pour les femmes et les jeunes. L'objectif principal du projet est de réduire l'importation de petits ruminants en provenance des pays voisins et d'encourager l'autosuffisance en matière de production de viande. Le projet couvrira la gestion de la production, l'amélioration génétique et le contrôle des maladies, l'accès au financement et la modernisation des infrastructures.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Nouvel accord entre l'UE et Solidaridad en faveur de la filière cacao

La délégation de l'UE au Libéria a signé un accord de partenariat d'un montant de 5 M EUR avec l'ONG néerlandaise Solidaridad West Africa pour mettre en œuvre un nouveau programme de développement de la chaîne de valeur du cacao d'une durée de 4 ans. L'UE contribuera à hauteur de 4 M EUR au projet, tandis que l'ONG financera 1 M EUR. Celui-ci vise à accroître les revenus, à améliorer les moyens de subsistance et à renforcer la résilience et la compétitivité du secteur cacaoyer libérien. Il fait suite à la mise en œuvre par Solidaridad d'un premier programme d'amélioration du secteur du cacao au Libéria (LICSIP) d'un montant de 5 M EUR financé par l'UE et initié en 2017.

✉ Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Cérémonie de signature du projet de recherche agricole pour la sécurité alimentaire de la FAO

La cérémonie de signature du protocole d'entente pour la mise en œuvre du projet « Lier la vulgarisation et la recherche aux agriculteurs pour une agriculture durable, la sécurité alimentaire et la nutrition » mis en œuvre par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est tenue le 15 janvier à Monrovia. L'Union européenne contribue à hauteur de 2 M USD au projet. Pour rappel, l'agriculture est source de revenus pour près de deux tiers de la population libérienne et représente près de 50% des emplois du pays.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Le Conseil d'administration du FMI approuve l'instrument triennal de coordination des politiques économiques pour le Sénégal

Le FMI annonce l'approbation par son Conseil d'administration du nouvel Instrument triennal de coordination des politiques économique pour le Sénégal. Ce nouveau programme vise (i) à atteindre une croissance élevée, durable et inclusive, (ii) à consolider la stabilité macroéconomique grâce à une politique budgétaire prudente et (iii) une gestion saine de la dette ainsi que la gestion du secteur pétrolier et gazier de manière transparente. S'agissant des projections économiques du pays, le FMI table sur des perspectives favorables avec un taux de croissance de 7 % à l'horizon 2020-2021, soutenu par la deuxième phase du Plan Sénégal Emergent (PSE).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Financement du projet d'Agropole Sud, 43,1 M EUR de la BAfD

Le Sénégal et la BAfD ont signé le 9 janvier à Dakar, une convention de financement de 43,1 M EUR pour le projet d'Agropole Sud, zone de transformation agro-industrielle prévue en Casamance. La mise en œuvre effective du projet est attendue pour début 2020. D'un coût global de 88 M EUR – dont 27,9 M EUR également financé par la Banque islamique de développement – l'Agropole Sud devrait bénéficier à 400 000 personnes. Il vise la création d'emplois et l'amélioration de la sécurité alimentaire, notamment par la valorisation des produits locaux tels que la mangue, l'anacarde, le maïs et les produits forestiers. Le soutien de la BAfD avait été approuvé par le Conseil d'administration du groupe le 19 décembre dernier.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Un prêt de 50 M EUR de l'AFD, dédié au renforcement de la gouvernance financière

Le Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération et le Directeur de l'AFD à Dakar, en présence l'Ambassadeur de France au Sénégal, ont signé le 16 janvier un prêt de politique publique d'un montant de 50 M EUR. Ce financement a pour finalité d'accompagner les efforts du gouvernement sénégalais dans la mise en œuvre de sa stratégie de réforme des finances publiques pour la période 2019-2023. Ce projet contribuera à renforcer l'exhaustivité et la transparence du budget de l'Etat à travers la mise en place effective de la budgétisation en mode programme et une meilleure communication de l'information budgétaire au niveau du public.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : L'Union européenne décaisse la première tranche de son appui budgétaire 2019-2020 (16 M EUR)

L'Union européenne (UE) a débloqué la somme de 16 M EUR au profit du Trésor togolais, près d'un mois après l'officialisation de son appui budgétaire pour la période 2019-2020 afin d'appuyer la mise en œuvre du Plan national de développement. Les fonds, transférés directement au financement du budget de l'Etat adopté par le Parlement au titre de la loi de finances 2019, se composent d'une tranche fixe et d'une tranche variable, chacune d'une valeur de 8 M EUR. Pour rappel, le montant total de l'appui est de 33 M EUR. Le prochain décaissement devrait avoir lieu en fin d'année.

✉ pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : La feuille de route de la Sierra Leone pour la diversification économique révélée dans un nouveau rapport de la Banque mondiale

Rappelant les ressources naturelles abondantes à la disposition du pays (fer, diamants, titane, bauxite et or), le rapport de la Banque mondiale souligne l'importance de la diversification de l'économie sierra léonaise au-delà du secteur minier – qui réduira à long-terme les risques d'instabilité macroéconomique du pays. Selon le rapport, la Sierra Leone doit rendre l'agriculture et son secteur manufacturier plus productifs et soutenir les entreprises agroalimentaires afin d'augmenter la valeur ajoutée de ses produits clés. Pour rappel, le secteur agricole représente 60,3% du PIB du pays, les services 32,4% et l'industrie 5,1%.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : le gouvernement annonce la création d'un fonds d'investissement pour la diaspora**

Le ministre des Finances ghanéen a annoncé la création d'un fonds d'investissement à destination de la diaspora ghanéenne, l'« *African Sankofa Savings Account* ». Le ministère des Finances, la Banque du Ghana et le *Ghana Investment Promotion Center* doivent établir les modalités de mise en place de ce dernier, qui aura pour objectif de récolter 3 Mds USD d'ici deux ans pour le financement d'infrastructures et de certains secteurs (tourisme, agriculture etc.). Le fonds fait suite au programme « *Year of return* » lors duquel 1 M de ghanéens de la diaspora se seraient rendus au Ghana pour un voyage touristique. La diaspora ghanéenne a envoyé 3,8 Mds USD vers son pays d'origine en 2018, soit 7,9% du PIB.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : 96% des émissions sur le marché obligataire ont été réalisées par l'Etat fédéral en 2019**

L'Etat fédéral a émis 2 980 Mds NGN (8,3 Mds USD) des 3 100 NGN (8,6 Mds USD) d'obligations émises sur la Bourse nigériane (NSE) en 2019, selon son Directeur exécutif, soit 96% du total. Le nombre de titres obligataires de l'Etat fédéral listés au NSE est ainsi passé de 72 à 85 entre les T1 et T3 2019, pour un montant total cumulé de 33,26 Mds USD correspondant à 45% de la capitalisation boursière totale. Le Bureau de gestion de la dette publique (DMO) a en parallèle indiqué que 510 Mds NGN (1,7 Md USD) supplémentaires seraient émis au cours du T1 2020. Pour rappel, la dette de l'Etat fédéral représentait 20 426 Mds (66,7 Mds USD) au S1 2019 dont les 2/3 sur le marché domestique.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : financement de la BEI pour la participation du pays au capital de l'agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA)**

Le Président de la République du Cameroun a signé le 9 janvier 2020 un décret habilitant le ministre en charge de l'Économie à signer avec la Banque européenne d'investissement (BEI) un contrat de financement d'un montant de près de 7,4 Mds FCFA pour la participation du Cameroun au capital de l'ACA. Pour rappel, l'ACA est une institution africaine fondée en 2001 par des Etats africains avec le soutien financier et technique du groupe de la Banque mondiale. Elle couvre le risque politique et le risque de crédit commercial en Afrique.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : Le Suédois Ericsson sponsorise l'incubation internationale de trois projets innovants camerounais**

Comme annoncé par la société Ericsson lors de la 1ere édition de la semaine de l'innovation et du numérique organisée en juin 2019 par le ministère des Postes et Télécommunications, les trois meilleurs projets innovants dans le domaine des TIC retenus à l'issue de ce concours bénéficient depuis le 18 janvier 2020, d'une incubation au sein du Hub innovation d'Ericsson à Dubai. Il s'agit des projets Agrix tech (agriculture, détection et protection contre les maladies des plantes), Smart scope (santé, lutte contre le paludisme) et Transport intelligent.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : l'Axe Massakory - Ngouri bientôt opérationnel au Tchad**

Le tronçon bitumé Massakory-Ngouri de 85 kilomètres, construit par la société tunisienne des routes et bâtiments (SOROU-BAT) dans le cadre de la route transsaharienne devrait être achevé dans deux mois. Cet axe, actuellement ouvert à la circulation sur une distance de 70 kilomètres, devrait permettre de désenclaver les deux provinces tchadiennes.

✉ couleaudc@afd.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Kenya : Nouvelle feuille de route agricole pour le nouveau ministre de l'agriculture

Dans son discours à la Nation du 14 janvier 2020, le Président Kenyatta a insisté sur le renforcement de l'agriculture, un des quatre piliers de l'agenda *Big Four*. Les secteurs du thé et du café, du lait, de la pomme de terre, de la banane et du riz, sont identifiés comme secteurs prioritaires. Parmi les mesures annoncées : i) 27 MEUR de facilités de paiement pour les producteurs de café ; ii) l'allocation de 10 MEUR à la *New Kenya Co-Operatives Creameries Ltd* pour acheter et transformer en poudre de lait, les excédents sur le marché et soutenir les investissements dans deux usines de transformation existantes ; iii) l'application d'une TVA à 16 % pour tous les produits laitiers importés hors de l'EAC et iv) une enveloppe de 2,7 MEUR pour investir dans les unités de stockage à froid et de transformation de pommes de terre dans trois comtés. Pour mettre en œuvre cette feuille de route, Peter MUNYA, ancien ministre de l'Industrie, succède à Mwangi Kiunjuri à la tête du ministère désormais intitulé « Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, des Pêches et des Coopératives ».

✉ Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Cap-Vert : Appel d'offres pour l'installation de deux centrales solaires de 5 MW sur les îles de Sal et de Sao Vicente

Le gouvernement du Cap-Vert a lancé un appel d'offres public international pour la soumission de manifestations d'intérêt pour l'installation de deux centrales solaires de 5 MW chacune sur les îles de Sal et de Sao Vicente. L'appel d'offres porte sur la conception, la construction, la mise en service, le financement, la propriété, l'exploitation et la maintenance des deux centrales, en tant que producteurs indépendants. Ces centrales s'ajouteront aux projets solaires de Calheta de Sao Miguel, Santa Cruz, sur l'île de Santiago (10 MW), d'Ervatao, sur l'île de Boa Vista (5 MW) et du parc éolien d'Achada Mostarda à Sao Domingos (10 MW).

✉ Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Attribution de 4 permis de recherche minière aurifère

Le Conseil des ministres réuni le 15 janvier a adopté quatre décrets portant attribution de permis de recherche aurifère aux sociétés Perseus Yaouré SARL (maison-mère australienne), Sahaurum CI SA, Fortune exploration SARL, Manas Côte d'Ivoire SARL (maison-mère australienne). Les zones concernées sont principalement situées dans le Centre-Ouest du pays et près de la frontière burkinabé.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Champ pétrolier de Sangomar : la phase 1 est lancée

Le ministre du Pétrole et de l'Energie a officiellement lancé, le 14 janvier, les travaux de la phase d'exploitation du champ pétrolier Sangomar en contresignant la décision finale d'investissement présentée par les membres de la joint-venture – composée des groupes australiens Far et Woodside, de la société américaine Cairn Energy et de la société nationale Petrosen. Ce lancement intervient après la signature par le Chef de l'Etat quelques jours plus tôt du décret autorisant la phase d'exploitation par les membres de la joint-venture. La mise en production est prévue en début 2023, avec pour objectif à terme la production de 230 millions de barils de pétrole brut. Il s'agit du premier projet pétrolier offshore du Sénégal.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : report de la clôture du 12ème appel d'offres pour l'attribution de blocs pétroliers

Initialement prévue le 10 janvier 2020, la clôture du 12ème appel d'offres pour l'attribution de 35 blocs pétroliers est reportée au 30 avril 2020. Lancé le 7 novembre 2018, cet appel d'offres propose 35 blocs situés en offshore profond. Ce report est justifié selon le gouvernement par la demande des entreprises intéressées qui souhaitent analyser plus précisément les contrats types avant de prendre une décision, un nouveau Code des hydrocarbures ayant été promulgué en juillet 2019.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : le champ pétrolier de Sédigui sera raccordé à la raffinerie de Djermaya au Tchad**

Dans la sous-préfecture de Rig-Rig (Kanem), le champ pétrolier de Sédigui resté inexploité depuis 1974 va être raccordé à la raffinerie de Djermaya courant janvier. L'installation d'un pipeline de 310 kilomètres par un groupe sino-tchadien (Blueoan Oilfieds et Général Gaz Tchad) permettra à la raffinerie de d'augmenter sa production de 2000 barils de brut et 400 000m³ par jour. Ce champ pétrolier de type condensat est riche en gaz. La seconde phase du projet prévoit ainsi la construction d'un gazoduc, qui permettra d'alimenter une future centrale électrique à gaz.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Industries

▼ Ouganda : Lancement d'un projet de construction d'infrastructures dans le parc industriel de Namanve

Ce projet, financé par un crédit export du Royaume-Uni de 200 MUSD, porte sur le développement d'infrastructures de transport, de lignes électriques à haute tension, gestion des déchets, eau et assainissement, éclairage public et la construction d'un incubateur d'entreprises. Lancé en présence du Ministre britannique de l'Afrique, Andrew Stephenson et de la Ministre ougandaise de l'Investissement et de la Privatisation, Evelyne Anite, il sera mis en œuvre par la société britannique *Lagan Dott*, en joint-venture avec des entreprises locales. Il s'inscrit dans la stratégie d'industrialisation et de développement du tissu économique local, pour notamment réduire les importations en provenance de Chine. Pour rappel, le déficit de la balance commerciale s'est creusé en 2018, passant de 800 MUSD à 1,7 Mds USD. Le parc industriel de Namanve, le plus important du pays par sa taille, situé à 11 km de Kampala et avait été créé en 1997 pour accueillir plus de 500 entreprises industrielles locales et générer plus de 200 000 emplois.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Madagascar : La gestion de huit aérodromes secondaires confiée au secteur privé

Le 16 janvier 2020, le ministère des Transports a signé des contrats de concession avec des opérateurs privés pour la gestion de huit aérodromes régionaux secondaires (Antalaha, Vohémar, Mananara-Nord, Analalava, Manakara, Antsirabe, Maintirano et Morombe) pendant cinq ans. Ces signatures font suite à un appel à manifestation d'intérêt lancé en novembre 2017 portant sur 44 aérodromes. Les concessions visent à relancer le trafic aérien dans les localités concernées, désenclaver les régions du pays et contribuer à l'atteinte de l'objectif gouvernemental de 500 000 touristes d'ici 2023. En juin 2019, un appel d'offres sur la concession de huit aéroports a également été lancé après la concession en 2015 des aéroports d'Ivato et de Fascène au consortium Ravinala Airports.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Plus de 2,4 Mds USD de recettes touristiques en 2019

Le ministre des Ressources naturelles et du Tourisme, a déclaré que la Tanzanie est devenue le quatrième pays du continent africain à bénéficier du tourisme en 2019. Les recettes du tourisme tanzanien ont atteint 2,4 Mds USD en 2019 contre 2,3 Mds USD en 2018. Le nombre de touristes accueillis dans le pays a augmenté de 100 000 pour atteindre 1,51 millions de personnes en 2019. La *Tanzania Tourism Board* (TTB) cible 2 millions de touristes en 2020 et 8 millions en 2025. Pour atteindre ces objectifs, la stratégie du gouvernement s'appuie notamment sur la relance d'*Air Tanzania* et la transformation de certaines réserves zoologiques en parcs nationaux.

✉ Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Croissance du trafic global du port d'Abidjan en 2019 et concession d'un terminal

Au cours d'une cérémonie de présentation de vœux, le directeur général du Port autonome d'Abidjan (PAA) a indiqué que le trafic global avait cru durant l'année 2019 de 7%, passant de 24,1 Mt à 25,8 Mt. Par ailleurs, l'actualité du PAA a été marquée par la signature de l'accord de concession du terminal roulier à la société Terminal roulier d'Abidjan (TERRA). Bolloré, Terminal Link (CMA-CGM et China Merchants), Grimaldi et Movis sont les actionnaires de cette concession. Cette convention s'inscrit dans la politique d'amélioration de la compétitivité du PAA par la modernisation de certaines infrastructures. Le terminal roulier disposera d'une capacité d'accueil de 70 000 véhicules par an.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Aboubacar Sylla annonce des travaux de construction d'un nouvel aéroport et d'une ligne de chemin de fer Conakry-Niger**

Le ministre d'Etat et ministre des Transports a annoncé le 10 janvier la concrétisation en 2020 de plusieurs projets initiés en 2019 et portés par son Ministère, notamment : la mise en circulation de bateaux-bus à Conakry ; le démarrage de la construction de la ligne de chemin de fer Conakry-Niger ; la réalisation du premier tronçon de 65km de l'axe Conakry-Koubia ; la mise en œuvre de l'opération d'immatriculation des véhicules et de biométrisation des permis de conduire ; le début des travaux de construction des aéroports régionaux de Boké, Kankan, Faranah, Labé et Nzérékoré ; le démarrage des travaux du nouveau terminal aéroportuaire de Gbessia.

✉ Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Appel d'offres pour l'attribution de licences pour l'exploitation 4G**

Le 13 janvier, l'Autorité de régulation des télécommunications en Mauritanie (ARE) a lancé un appel d'offres pour l'attribution de nouvelles licences pour l'exploitation 4G au profit des opérateurs déjà détenteurs de licences 2G/3G en Mauritanie. 3 licences au maximum sont susceptibles d'être attribuées au terme de l'appel d'offres. La date limite pour demander des éclaircissements sur le dossier est fixée au 28 janvier et la remise des dossiers de soumission est fixée au 11 février.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : forte hausse du volume de transferts financiers mobiles en 2019**

Le volume de transactions financières effectuées via mobile est passé de 7,3 M en 2018 à 41,1 M en 2019, d'après le *Nigerian Inter-Bank Settlement System*, pour une valeur totale passée de 806 M USD à 2,3 Mds USD. L'essor des transactions via mobile est à la fois lié à l'utilisation croissante des smartphones, dont 36% de la population est désormais équipée, et à l'action de la Banque centrale (CBN) dans le cadre de la stratégie nationale d'inclusion financière, qui fixe un objectif de 80% de la population avec un accès aux services financiers de base d'ici fin 2020. A cette fin, le coût d'une transaction électronique est passé de 0,28 à 0,14 USD à la demande de la CBN.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Bénin : Aménagement du contournement nord-est de Cotonou : de nouvelles études confiées à EGIS international

Le Conseil des ministres du 15 janvier 2020 a décidé de confier à la société française EGIS International les études complémentaires d'aménagement du contournement nord-est de Cotonou et des berges de la lagune. Celles-ci doivent être réalisées afin de redéfinir le tracé qui minimisera les expropriations. EGIS international avait déjà réalisé les études initiales d'aménagement du projet.

✉ pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Lancement des activités d'EMCA, fournisseur de services satellitaires

La société mauritanienne EMCA, spécialisée en matière de services satellitaires et gestion de flottes dans la sous-région, a officiellement lancé ses activités le 7 janvier dernier. Une délégation de la compagnie Algérie Télécom Satellite (ATS), conduite par son PDG Yassine Sellahi, s'est rendue à cette occasion en Mauritanie pour conclure un contrat avec EMCA (ainsi qu'avec la société Smart Managed Solutions). Il s'agit de la première expérience d'ATS à l'international. Pour rappel, le service par satellite est une alternative à d'autres moyens de télécommunication comme la fibre. Il est le plus souvent utilisé pour connecter des populations situées dans des zones reculées.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : La Banque Populaire de Mauritanie (BPM) lance la première solution de mobile banking

Le 15 janvier 2020, la BPM a lancé Bankily, la première banque mobile du pays. Face à un faible taux de bancarisation en Mauritanie (qui oscille autour de 30%), le secteur s'oriente vers cette solution pour favoriser l'inclusion bancaire. Les agences Bankily permettront le dépôt et le retrait d'espèces, en complément les cartes de recharges des opérateurs télécoms pourront également servir à créditer les comptes bancaires. Le partenariat avec l'opérateur téléphonique Mattel est déjà fonctionnel.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Le groupe sud-africain DigOil ambitionne de s'implanter

Selon le média Africa Intelligence, l'un des directeurs de la compagnie pétrolière sud-africaine DigOil a séjourné à Niamey en novembre dernier afin d'y rencontrer le ministère du Pétrole et le directeur des hydrocarbures. La visite avait notamment pour but d'amorcer des discussions au sujet des futurs rendus de blocs actuellement opérés par Savannah Petroleum. Deux autres blocs aurait également fait l'objet de débat à Niamey : ceux de Grein et Taffassasset, situés à proximité de la frontière algérienne et du bloc de Kufra opéré par la société d'Etat algérienne Sonatrach. Une visite en 2020 de responsable DigOil, Andrea Brown, aurait été évoquée avec le ministère du Pétrole.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Sao Tomé & Príncipe : signature officielle des accords avec le groupe Total**

Le 17 janvier dernier ont été signés les premiers accords « sociaux » entre Total et ses partenaires santoméens, dont le ministère de l'Education pour la rénovation du lycée national, la création de salles d'informatiques et d'un laboratoire notamment. L'Alliance française de Sao Tomé & Príncipe a par ailleurs signé avec le groupe français le soutien pour la création d'une médiathèque numérique, à hauteur de 60 000 USD. Il s'agit de la mise en œuvre des premiers projets sociaux du groupe dans l'archipel dans le cadre du contrat de partage de production pour le bloc 1 de la ZEE (Zone Economique Exclusive) signé en mars 2019 avec l'ANP-STP, l'agence nationale du pétrole. Total a prévu de financer des projets sociaux dans l'archipel, à hauteur de 4 M USD sur quatre ans dans les secteurs de l'énergie, l'éducation et la culture.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Côte d'Ivoire : Lancement des Rencontres d'Abidjan sur les villes durables

Le ministre ivoirien de la Ville, François Albert Amichia, a annoncé, le 13 janvier 2020 au siège de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI - Patronat ivoirien), l'organisation des Rencontres d'Abidjan sur la ville durable africaine, les 27 et 28 février 2020. Organisé en prélude du Sommet Afrique-France 2020 prévu en juin 2020 à Bordeaux, cet événement permettra aux différents acteurs engagés sur la question de la ville (entreprises, collectivités locales, bailleurs de fonds...), d'échanger et de partager des solutions sur la ville durable africaine.

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : organisation du second Forum d'investissement en juillet sur l'île de Sal

Les villes de Luanda (Angola) et Lagos (Nigéria) recevront en mars 2020 les conférences sur l'investissement privé au Cap-Vert, en préparation du forum d'investissement de l'île de Sal prévu du 1er au 3 juillet de cette année. Le précédent forum, qui s'était tenu en juillet 2019, avait permis de mobiliser 1,5 Md EUR de projets et d'intentions d'investissements privés. Sur les 41 projets ayant fait l'objet de protocoles d'accord, sept sont déjà en cours de mise en œuvre selon le président de la Bourse du Cap-Vert lors de la présentation des résultats obtenus depuis la première édition du Forum.

✉ Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Olivier MALATRE nommé directeur général d'Allianz Cameroun

Olivier Malâtre remplace Frédéric Desprez à la tête de la compagnie d'assurance. Sa nomination prendra effet le 1er Mai 2020. Olivier Malâtre occupait jusqu'à sa nomination la fonction de directeur général d'Allianz Côte d'Ivoire non-vie et ce depuis 2015. Pour rappel Allianz Vie avec 18,7 Mds FCFA de Chiffre d'affaires domine le marché camerounais de l'assurance vie au Cameroun (données MINFI, 2018).

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

mathieu.schmitt@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

